



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

### **Arrêté**

**Portant décision après examen au cas par cas  
de la demande enregistrée sous le numéro F02419P0130  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier dans l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°19.179 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02419P0130 relative à la création d'un poste électrique privé sur la commune des Villages Vovéens (28) reçue complète le 30 juillet 2019 ;
- Vu la décision tacite, née le 4 septembre 2019, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 14 août 2019 ;
  
- Considérant que le projet consiste en la création d'un poste électrique privé sur le réseau public de transport comprenant un transformateur 90/33 kV et un bâtiment via un raccordement en antenne par une ligne souterraine au poste source de Voves, sur la commune des Villages Vovéens (28) ;
- Considérant que la mise en place du poste électrique s'inscrit dans le projet de production d'énergie éolienne en région Centre-Val-de-Loire ;
- Considérant que l'aménagement prévu aura une emprise foncière d'environ 5 000 m<sup>2</sup> ;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 32° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant la surface modérée de l'installation et sa localisation à proximité du poste électrique source de Voves déjà existant ;
- Considérant que le projet induit les risques liés aux installations électriques à haute tension mais que le site sera sécurisé par une clôture et que son accès sera limité aux personnes habilitées ;

- Considérant que l'exploitation du poste électrique générera des nuisances sonores qui seront atténuées par l'isolation du bâtiment ;
- Considérant aussi que les habitations les plus proches se trouvent à plus de 350 m du projet ;
- Considérant qu'une fosse en béton étanche sera mise en place autour du bâtiment pour éviter les rejets accidentels de polluants dans l'environnement ;
- Considérant que le site Natura 2000 le plus proche : « Beauce et Vallée de la Conie » se situe à plus de 2 km du projet et que celui-ci n'est pas de nature à remettre en cause son état de conservation ;
- Considérant qu'au regard de sa nature, de ses caractéristiques et de sa localisation, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine,

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La décision tacite, née le 4 septembre 2019, soumettant à évaluation environnementale la création d'un poste électrique privé sur la commune des Villages Vovéens (28) est annulée.

### **Article 2**

La création d'un poste électrique privé sur la commune des Villages Vovéens (28) n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

### **Article 4**

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**Article 5**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le **30 OCT, 2019**

Pour le Préfet de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation,

Le Directeur Régional de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement

**Christophe CHASSANDE**

## Voies et délais de recours

– **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

**Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

Par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

– **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

**Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.**